



LE FAIT | DU JOUR

RÉFORME DE L'ÉCOLE

BLANQUER

« L'ÉDUCATION NATIONALE N'EST PLUS UN MAMMOUTH »

Le ministre Jean-Michel Blanquer dit ses vérités sur la profonde crise qui secoue le pays, sur ses projets de la maternelle au lycée, sur Emmanuel Macron et... sur ses ambitions.

PROPOS RECUEILLIS PAR
NATHALIE SCHUCK
ET JOFFREY VOVOS

Twitter @NathalieSchuck
@JoffreyVovos

* Le contexte

Il vient de soumettre aux députés son projet de loi pour « une école de la confiance », un des rares textes qui n'ait pas été reporté pour cause de Gilets jaunes et de grand débat national. Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, évoque pour notre journal la crise qui ébranle le pays et la façon dont l'école, creuset républicain, peut contribuer à la résoudre.



J'aime la France, viscéralement. Je veux que tous les enfants bénéficient de l'ascenseur social et que l'école leur transmette l'amour du pays.

LES GILETS JAUNES

JEAN-MICHEL BLANQUER

Le drapeau et « la Marseillaise » vont entrer dans les classes. C'est important de revenir aux valeurs patriotiques ?

On a besoin de renforcer le civisme. Partout dans le monde, connaître les emblèmes de son pays est la chose la plus naturelle qui soit. Dans toute la France, a fortiori la France dite périphérique comme celle des banlieues, on constate un besoin d'adhésion à un pacte républicain puissant. Cela passe par les grands symboles de la République.

Vous êtes réac, non ?

Pas du tout ! Je suis dans la lignée républicaine. Parler du drapeau n'est pas réac, c'est progressiste ! J'aime la France, viscéralement. Je veux que tous les enfants bénéficient de l'ascenseur social et que l'école leur transmette l'amour du pays. Pas besoin d'être de gauche ou de droite pour penser cela.

Dans les défilés de Gilets jaunes, le président est pris pour cible. Ses petites phrases n'ont rien arrangé !

Je connais un Emmanuel Macron très humain, qui écoute les gens, les aime, avec son franc-parler. On le voit dans le grand débat. Ce n'est pas pour rien que « Newsweek » (NDLR : un magazine américain) a publié son portrait

sous le titre « The Last Man Standing » (« le dernier homme debout »). Il porte des valeurs de paix, de progrès, de développement durable, d'humanisme. C'est une chance d'avoir un président de cette dimension dans ces circonstances. On peut le penser même quand on n'est pas d'accord avec lui.

Une partie de son cabinet est mise en cause par le Sénat dans l'affaire Benalla...

C'est une affaire d'individu à laquelle on a donné trop d'importance. Et maintenant, on a l'affaire dans l'affaire... Face aux enjeux géopolitiques et environnementaux que nous connaissons, ce genre d'affaire est pour moi une perte de temps pour l'esprit public.

Jean-Luc Mélenchon est-il encore dans le giron républicain ?

Ces derniers jours, il me semble que oui. Mais je n'aurais pas forcément dit la même chose en décembre... Il y a peut-être deux Jean-Luc Mélenchon et je préfère encourager le républicain qui est en lui. Je voudrais aider Docteur Jean-Luc à gagner contre Mister Mélenchon.

SES RÉFORMES

Avec votre loi sur l'école, vous reprenez en main la formation des professeurs. Qu'est-ce qui cloche ?

Il y a des insuffisances. Par exemple, un futur professeur des écoles, selon l'endroit où il



se trouve, n'a ni la même qualité ni le même nombre d'heures de formation en matière d'apprentissage de la lecture. Nous voulons redonner une cohérence globale.

L'instruction dès 3 ans va devenir obligatoire. Est-ce un cadeau aux écoles privées, qui percevront de l'argent public pour enseigner en maternelle ?
Non, comme d'habitude, on caricature et on ne retient que l'accessoire. L'essentiel, c'est que 25 000 élèves supplémentaires iront à l'école dès 3 ans. Cette mesure est profondément sociale car ces enfants sont souvent issus des milieux les plus défavorisés. Quand ils ne vont pas en maternelle, ils accumulent des retards durs à rattraper. C'est aussi le moyen de souligner le rôle crucial de l'école maternelle. La France est le pays qui l'a inventée au XIX^e siècle, nous devons rester à la pointe.



Relier l'école primaire et le collège, c'est ce qui se passe dans beaucoup de pays et c'est un gage de réussite

Une instance d'évaluation des établissements va voir le jour. Les parents auront-ils accès à ces données ?
Oui, mais le but n'est pas d'établir des classements mais de faire progresser les établissements. Ecoles, collèges, lycées seront amenés à s'autoévaluer. Ce travail sera complété par des équipes externes envoyées par les rectorats. Plusieurs choses seront regardées, comme la qualité pédagogique, le climat scolaire, ce qui est fait en matière de lutte contre le harcèlement, de santé... L'évaluation tous les cinq ans permet de formuler un projet éducatif et d'aider l'établissement à réussir. Tous les grands systèmes scolaires qui marchent bien dans le monde font ça.

La loi permet de rapprocher école et collège dans un même établissement. N'est-ce pas la mort des petites écoles ?

Non, c'est tout le contraire. Il n'y aura rapprochement physique que si les communautés éducatives le souhaitent. Relier l'école primaire et le collège, c'est ce qui se passe dans beaucoup de pays et c'est un gage de réussite. Cette continuité permet d'éviter des trous dans le parcours de l'enfant. La France, malheureusement, multiplie les césures : entre la dernière année de maternelle et le CP, entre le CM 2 et la 6^e, entre la 3^e et la 2^{de}. Le but avec ces rapprochements est de s'assurer, de la petite section à la 3^e, que tous les enfants aient acquis ce qui doit leur permettre de bien démarrer dans la vie.

Notre journal a lancé un Labo du grand débat, et l'une des mesures plébiscitées est la suppression d'un jour férié. C'est une bonne idée ?

C'est vrai que nous avons beaucoup de jours fériés, surtout vers le mois de mai. Je ne pense pas que ce soit le remède à tous nos problèmes, mais c'est un sujet de réflexion auquel je suis ouvert.

Vous deviez vous occuper du calendrier scolaire, vous ne l'avez pas fait. C'est si compliqué de toucher aux vacances ?

Il y a déjà beaucoup de chantiers en cours. Et le moment n'est pas encore venu.

La réforme du lycée inquiète. Une centaine d'enseignants ont renoncé à leurs fonctions faute de pouvoir conseiller les élèves...

C'est le fait d'une minorité. On rencontre souvent ce type de réactions lorsqu'il y a une réforme aussi importante. Il est normal qu'il y ait des questionnements. Mais quand je vois des syndicats transformer les réunions d'information en « réunions d'inquié-

de des élèves et de leurs parents », je pense qu'ils sortent de leur rôle. Cela ne veut pas dire que je ne prends pas au sérieux les craintes exprimées, mais il y a des réponses. Les chefs d'établissement ont toutes les informations en main. Avec cette réforme majeure, nous offrons aux élèves des possibilités de choix infiniment plus importantes qu'auparavant. C'est une magnifique opportunité pour eux. C'est une réforme au service des lycéens.

L'ANTISÉMITISME

Le président veut que l'antisémitisme soit davantage sanctionné...

Quand Alain Finkielkraut est traité de sale sioniste, n'est-ce pas une façon de dire sale juif ? Cela ne veut pas dire que la critique d'Israël est interdite, mais il ne faut pas que certains se cachent derrière. L'antisémitisme n'est pas la question des juifs, c'est celle de la République. C'est un combat des forces de vie contre les forces de mort.

Y a-t-il une progression de l'antisémitisme à l'école ?

Oui, au cours des vingt-cinq dernières années. Récemment, c'est difficile de le dire. Nous le saurons dans quelques semaines quand les dispositifs que nous avons mis en place pour recenser ces actes livreront leurs premiers résultats. Mais il est vraisemblable que l'école n'échappe pas au phénomène global d'augmentation du nombre d'actes antisémites. Nous nous sommes donné les moyens offensifs de garrotter ce phénomène.

Comment ?

Nous avons mis en place des équipes laïcité, qui peuvent venir en appui d'un établissement. Mon message aux professeurs, c'est : vous n'êtes jamais seuls dans ce genre de situation. Nous avons aussi beaucoup de partenariats associatifs, qui nous permet-



tent de dire que la République est claire et sereine sur ces enjeux.

SON AVENIR

Les Français vous apprécient. Votre nom est devenu une marque : tout le monde veut son Blanquer !

Je regarde ça avec beaucoup d'humilité et de recul. Et j'ai aussi mes détracteurs...

Matignon, ça vous tente ?

Mon but, c'est d'être ministre de l'Education le plus longtemps possible pour creuser un sillon. Dans la vie, il ne faut pas toujours chercher à avoir autre chose que ce que l'on a. Je suis déjà très honoré de diriger cette maison.

Claude Allègre (NDLR : ministre entre 1997 et 2000) avait comparé cette maison à un mammoth...

Ce n'est plus un mammoth. Plutôt un être agile, d'un million de personnes, qui fait preuve de souplesse dès lors qu'il y a du sens. C'est une maison dont je suis fier. Mon but c'est de la moderniser en diffusant une logique d'optimisme et de confiance. Je la comparerais plutôt à un grand félin ! (Rires.)

Tourcoing (Nord), en juin 2017. Le ministre tout juste nommé visite l'école primaire Paul-Claudel.

Paris, jeudi. Jean-Michel Blanquer défend actuellement son projet de loi « pour une école de confiance », voté cette semaine par les députés.

